

Visite . . .

Al-Wadi, 22 juillet 1934

Il nous faut revenir sur cette visite qui a conduit le Haut-Commissaire à Sabriya mercredi, pour qu'il partage un repas et du thé avec le ministre des Finances, comme il l'avait déjà fait, et pour qu'il voie les Égyptiens à la campagne, et que les Égyptiens le voient aussi, comme on l'avait déjà dit.

Il nous faut revenir sur cette visite, car les propos qu'elle a suscités ne se sont pas encore apaisés, et peut-être ne s'apaiseront-ils pas — et si les journaux divergent dans leurs points de vue à son sujet, ce n'est pas qu'ils veuillent en minimiser l'importance, ni lui rendre pleinement justice, par interprétation ou par déni, bien qu'elle demeure parmi les événements les plus significatifs qui touchent véritablement la dignité égyptienne et blessent le sentiment national.

Il nous faut revenir sur cette visite, car il semble que certains milieux, comme le dit l'Ahrām, aient enfin réalisé ce matin que l'affaire mérite réflexion, exige interprétation, et appelle bien des questions. Il eût été raisonnable, si les choses suivaient leur cours dans ce pays comme les choses raisonnables suivent leur cours, que cette perspicacité au sujet de la visite survienne avant qu'elle n'ait lieu, et que l'interrogation sur ses motifs, son but, et ses résultats probables, survienne avant qu'elle ne se produise, plutôt qu'après. Mais le proverbe français dit : « Mieux vaut tard que jamais ».

Les gens disent que cette visite fut la première, non la dernière, et l'introduction, non la conclusion, et qu'un groupe de ministres avaient voulu, ou que quelqu'un avait voulu pour eux, suivre le chemin même du ministre des Finances, et montrer ce qu'il avait montré de sa propre patience, puisqu'on dit que les Égyptiens véritablement honorables savent comment recevoir les grands hommes, et savent comment leur préparer le meilleur accueil.

Si donc ce qu'a rapporté l'Ahrām est vrai, alors cette visite a suscité certaines observations de certains milieux, et ces observations tardives pourraient bien correspondre à ce que dépensent les ministres, ou ceux qui cherchent à s'approcher des ministres, lorsqu'ils suivent le chemin de leur collègue brillant, singulier, et véritablement extraordinaire — et ainsi l'État n'aurait pas besoin de préparer le terrain, à ses propres frais,

pour que l'avion du Haut-Commissaire atterrisse dans certaines provinces ; et les gens de la campagne n'auraient pas besoin d'être rassemblés pour recevoir le Haut-Commissaire et le saluer par des acclamations et des applaudissements ; et le Haut-Commissaire lui-même n'aurait pas besoin de solliciter l'aide des ministres pour aller vers les gens de la campagne dans leurs propres lieux, inspecter leurs affaires, apprendre leurs espoirs et leurs peines, et distribuer parmi eux ces sourires anglais dont la surface est miséricorde et dont les profondeurs, avant cela, sont tourment. Et la conscience égyptienne ne devrait pas avoir honte, devant elle-même et devant les consciences étrangères, que des Égyptiens se soient rassemblés et aient acclamé le représentant de l'État britannique, qui usurpe encore leur indépendance par la force, et peut masser son armée sur leur sol, remplir leur ciel de ses avions, et leur imposer une vie que son propre consentement ne permet pas à un peuple noble d'accepter.

Les ministres, leurs aides, les assistants des ministres, et les partisans des ministres savent tous parfaitement combien il est coupable que les langues des Égyptiens se déchaînent en acclamations pour un étranger dont le pays est en litige avec le nôtre, tant que ce litige demeure ouvert ; et combien il est coupable que les mains égyptiennes soient poussées à applaudir un étranger dont le pays est en désaccord avec le nôtre, tant que ce désaccord n'est pas résolu. Et c'est une défaillance, au sein même de la patrie, que l'Égypte dise aux Anglais : rendez-nous notre indépendance, tenez vos mains éloignées de nos affaires, abstenez-vous de vous mêler de nos affaires — tandis que certains Égyptiens crient pour, et applaudissent, un ministre égyptien dans le village même du représentant anglais, alors qu'ils ne nous ont pas encore rendu notre indépendance, n'ont pas encore tenu leurs mains éloignées de nos affaires, et ne se sont pas encore abstenus de se mêler de nos affaires.

Tout cela peut bien être vrai, si ce qu'a publié l'*Ahram* était exact, et que cette visite a effectivement suscité certaines observations. Nous-mêmes, alors, pourrions à bon droit demander, et insister longuement sur la question, de savoir comment cette visite est advenue, et comment le ministre des Finances l'a entreprise, ou y a été invité. Car si le ministre des Finances avait consulté sa propre conscience, cette grande conscience assurément éveillée lui aurait montré que cette visite ne convient ni à l'intérêt même de l'Égypte, ni à la dignité même de l'Égypte, surtout étant donné les circonstances et les formes qui

l'entourent.

Le peuple égyptien est en litige avec les Anglais, et le ministre égyptien, quel qu'il soit, qu'il le veuille ou non, est tenu de connaître ce litige et d'en sauvegarder les intérêts — car il détient sa charge pour défendre l'Égypte, et la rapprocher des Anglais en défendant ses droits, en préservant sa dignité, et en affichant sa force et sa puissance, non l'apparence du faible et de l'humilié.

Ainsi le ministre égyptien, quel qu'il soit, qu'il le veuille ou non, ne devrait pas manquer précisément à la charge qui lui est confiée, ni outrepasser son propre droit en telle ou telle circonstance. Ce n'est pas non plus une élévation au-dessus de la défaillance dans la charge même qui lui est confiée, ou de la négligence de son propre droit en telle circonstance, qu'un ministre égyptien invite le représentant de l'Angleterre à rencontrer des Égyptiens partout où il se trouve les croiser, de bon gré ou de mauvais gré, par des acclamations et des applaudissements, tandis que le litige entre nous et les Anglais demeure ouvert.

Il se pourrait bien que l'intelligence même du ministre des Finances l'ait conseillé — et c'est assurément une grande intelligence, personne ne le contesterait — avant cette visite, ou avant qu'il n'y fût invité. Ses collègues qui lui ressemblent — des hommes d'une sensibilité tout aussi raffinée — réfléchissent, et pensent, et se demandent ce qui s'est passé, et ce qui pourrait se passer, et pensent avoir déjà goûté cette visite comme elle doit être goûtée, et l'avoir déjà savourée et avalée comme elle doit être savourée et avalée. Car si le ministre des Finances avait seulement commencé par considérer les avancées de son peuple ou son recul dans son ensemble, ou en veillant à ce que ses propres avancées, ou celles de son peuple, ne visent pas à le satisfaire, il n'aurait pas été de son ressort de remplir leurs cœurs de confiance, de sécurité, et de réassurance.

Puis, si le ministre des Finances avait seulement consulté aussi son intelligence, cette grande intelligence lui aurait conseillé que les circonstances imposées aux ministres, et à ceux qui leur ressemblent, exigent d'eux qu'ils observent la plus grande précision et prudence possibles dans tous les liens qui existent entre eux et les Anglais. Car les propos anglais sur l'ère de Cromer sont très fréquents en ces jours, et ils les répètent en Égypte et les répètent en Angleterre, et leurs actes témoignent qu'ils recherchent le sérieux, non la légèreté. Et l'ère de

Cromer est bien connue, connue dans ses grandes lignes comme dans ses détails, son fondement étant l'imposition de la force à l'Égypte, et sa prise en main ferme, sans distinguer entre l'Égypte populaire et l'Égypte officielle, sous prétexte de sauver le peuple de l'injustice des gouvernants, et de protéger le peuple de la tyrannie du souverain. Et nous pensons que les ministres de l'Égypte, qu'ils soient partisans du peuple ou non, ne devraient pas, en tant que ministres, aider, de près ou de loin, au retour de cette ère de Cromer, ou à son approche, ou à tout acte susceptible de suggérer aux gens que cette ère est déjà revenue, ou est sur le point de revenir. Il y a là un manquement au droit même de l'Égypte, et il y a là une insulte flagrante à la fois à l'Égypte officielle et à l'Égypte populaire — car toutes deux détestent le retour de l'ère de Cromer, et toutes deux considèrent comme une abjecte humiliation que tout Égyptien aide à ramener cette ère. Et le ministre des Finances est un homme intelligent, et il nous comprend parfaitement bien, comprend exactement ce que nous voulons dire, et est d'accord avec nous, sans doute, que s'il avait consulté sa propre conscience, elle l'aurait dissuadé de cette visite, et s'il avait consulté sa propre intelligence, elle l'aurait dissuadé de cette visite, et s'il avait consulté son propre intérêt véritable et durable, celui-ci aussi l'aurait dissuadé de cette visite.

Il pourrait bien y avoir, dans cette visite, quelque chose d'un prestige apparent et d'une élévation passagère de rang — mais les sages pensent au lendemain et à hier plus qu'ils ne pensent à aujourd'hui.

Et ainsi, pour conclure, nous espérons que ce qu'a rapporté l'Ahrām — que cette visite a suscité certaines observations — soit exact, et nous espérons, en particulier, que ces observations trouvent la place qui leur revient dans l'âme de tous les ministres, afin qu'ils sachent que le lien entre eux et la résidence du Haut-Commissaire doit reposer sur la précision et la perspicacité, et sur la prudence et le soin.

Taha Hussein

Al-Wadi, 22 juillet 1934.